

Deux femmes ou une surprise du chef Lutgen

Plusieurs noms circulent, dont André Antoine

C'est un grand classique. Le scénario comme le tempo de la sortie de crise n'appartiennent désormais plus qu'à un seul homme : le président du cdH, Benoît Lutgen. Et on sait le Bastognard peu pressé, dans ce genre de cas de figure.

On l'avait vu dans un autre moment un peu similaire : le départ de Marie-Dominique Simonet — qui gérait... l'enseignement — pour cause de maladie. Lutgen avait alors pris trois jours à lui trouver un successeur — Marie-Martine Schyns — préférant prendre le temps de sous-peser les enjeux, puis de rencontrer discrètement les personnes.

Et le cas de figure est encore bien plus complexe aujourd'hui. Chef de file des démocrates humanistes à Bruxelles, la logique voudrait qu'un autre Bruxellois la remplace. Oui mais voilà : les ténors cdH se sont plus que raréfiés, dans la capitale fédérale. À tel point qu'aucun nom n'émerge, surtout pour reprendre un portefeuille aussi costaud que l'enseignement.

LA TENTATION DU PARI

La seule spécialiste du dossier est Julie De Groote, actuelle présidente du Parlement de la Cocof. Mais elle semble encore fort jeune pour un enjeu pareil. Promouvoir Céline Frémault ? Pour l'heure, elle a plutôt déçu. Remettre en selle Benoît Cerexhe ? C'est loin d'être sa volonté, et ce n'est pas trop son profil non plus. Et puis aucun des trois ne semble apte à remplacer Milquet dans son autre casquette : celle de patronne des cdH locaux.

Le choix de Benoît Lutgen pourrait dès lors plutôt relever du pari. Celui que le dossier à charge de Joëlle Milquet est tellement léger que jamais la Chambre ne décidera le moment venu d'autoriser à la juger devant la cour d'appel. D'autant que ce qui lui est reproché concerne potentiellement bien d'autres cabinets ministériels. Elle pourrait donc sortir blanchie d'ici un an, et être à même de reprendre le leadership sur Bruxelles, menant alors les siens à la bataille des élections communales de 2018, puis fédérales, régionales et européennes de 2019, elle qui s'était classée troisième avec 19.416 voix de préférence en

au départ d'Anne Delvaux et Melchior Wathelet. Elle fait donc figure de favorite.

Autre nom cité : Catherine Fonck. Brillante, femme de dossiers et elle aussi ancienne ministre à la Communauté et au fédéral, elle a beaucoup pour elle. D'autant que, Henruière, cela permettrait de la booster face à la locomotive Di Rupo en vue des prochaines échéances. Seule sa mésentente avec Benoît Lutgen pourrait une fois de plus jouer contre elle.

PARFUM DE REVANCHE

Sinon, qui d'autre ? Remettre en piste Marie-Dominique Simonet semble peu probable. D'abord parce qu'elle renoue actuellement avec ses anciennes amours du port de Liège en reprenant la présidence de l'aéroport liégeois. Ensuite parce qu'elle reste persuadée que le stress de sa charge avait joué, naguère, dans sa maladie.

Et si, après tout, Lutgen rappelait tout bonnement... André Antoine ? Il avait été recasé à la présidence du Parlement wallon pour cause d'image de politicard du passé. Mais il connaît l'enseignement et ses acteurs comme sa poche. Et il n'y en a pas deux comme lui pour négocier des accords politiques alambiqués.

Ce serait, certes, une forme de retour vers le passé. Mais quitte à disperser le portefeuille de Joëlle Milquet en confiant par exemple la Petite enfance à René Collin, cela permettrait de mettre à l'Enseignement un homme directement opérationnel, qui aurait à cœur de prendre sa revanche sur son éviction dans la foulée des dernières élections... ●

CHRISTIAN CARPENTIER

Marie-Martine Schyns fait figure de favorite, même si Catherine Fonck est également régulièrement citée. Mais le président du cdH aime tellement surprendre...

2014.

Dans l'intervalle, Benoît Lutgen nommerait un Wallon à l'Enseignement. Qui ? Deux noms ont circulé dès hier après-midi. Le premier est celui de Marie-Martine Schyns, qui avait déjà succédé à Marie-Dominique Simonet. L'élue de Herve a pour elle de connaître le secteur (elle a été prof de français) et d'avoir « assuré » la fois passée. Et puis cela reboosterait un cdH liégeois qui peine à suppléer

« De la peine pour ceux qui ont de l'ambition »

C'est par notre appel que le ministre d'État et ancien président du PSC Charles-Ferdinand Nothomb a appris la démission de Joëlle Milquet. « Ohlala, c'est un fameux coup dur ça... », lance-t-il de suite. C'est connu : l'ex-ministre et ce sage du parti n'ont pas toujours été en phase « *ne partageant pas les mêmes orientations ou ne défendant pas les mêmes stratégies* », concède sobriement Charles-Ferdinand Nothomb. La rivalité a, en réa-

lité, été réelle. Et rude.

PRENDRE DE LA HAUTEUR

Mais cette démission « *me rend triste. La vie politique exige beaucoup de ceux qui s'y consacrent, je suis bien placé pour le dire. Quand un ministre doit démissionner suite à une inculpation qui entache son honneur, c'est très différent d'un ministre qui démissionne car il a fauté dans la pratique de ses attributions. J'ai donc de la*

peine pour tous ceux qui ont des ambitions politiques, qui se mettent au service des autres et qui peuvent être frappés rudement du jour au lendemain ». Et d'indiquer « *qu'il faut juger l'homme ou la femme politique sur son travail, ses succès. Ici, ce n'est pas un problème de fond. Il faut prendre un peu de hauteur* ».

Problème de fond ou de forme, cela reste un méchant coup pour le cdH, au plus mal dans

les sondages. « *Ce n'est jamais le bon moment. Peut-être encore un peu moins bon pour le cdH actuellement. Mais ce n'est pas non plus sur ça qu'il faut s'appuyer, sur cet événement unique, pour dresser le bilan de tout un parti, tout remettre en question. Bien entendu, c'est une passe difficile. Mais ce qui arrive à Joëlle Milquet ne sera pas un incident décisif pour l'ensemble du cdH* ». ●

N.L.D

En coulisses

Certains se réjouissent de ce départ prématuré

Dire que Joëlle Milquet ne faisait pas l'unanimité au sein de son parti est un doux euphémisme. Et ils sont donc nombreux à se réjouir du départ prématuré de cette « *furie* » qui a mis le parti « *sens dessus-dessous*. » « *Le parti a fait les mauvais choix aux mauvais moments et maintenant, il doit en assumer les conséquences* », explique cet ancien haut placé du cdH qui a souffert de la manière dont il a été traité par l'ancienne présidente.

Personne n'a oublié le célèbre épisode de l'« orange-bleue » en 2007 qui lui a valu le surnom de « *Madame Non* » par son intransigeance sur le dossier BHV. Et qui, par corollaire, a provoqué la montée en puissance du nationalisme flamand.

Mais déjà auparavant, elle avait déjà irrité de nombreux cadres du parti en mettant de côté les anciens pour le rajeunir. « *Tout ce qui*

n'est pas jeune, femme, noir, juif ou étranger n'a plus aucune chance au cdH », ironisaient-ils souvent.

Mais au fil du temps, il n'y avait pas que « les vieux » à lui en vouloir. Sa manière d'avoir lâché son ministre de l'époque, Melchior Wathelet junior, sur le dossier du survol de Bruxelles avait provoqué à l'époque le départ de ce dernier de la vie politique alors qu'il représentait véritablement l'avenir du

parti.

MANQUE DE CONSIDÉRATION

Et puis ce fut au tour de ces collaborateurs directs à ne plus supporter ses sautes d'humeur et son manque de considération pour leur travail. Au point que la moitié démissionna en même temps. « *Il sera impossible de réparer tous les dégâts qu'elle a commis* » conclut cet observateur. ●

L.G.

Changement depuis 1994

La démission est devenue règle

Longtemps, dans le monde politique belge, les démissions étaient rarissimes quand une affaire judiciaire rattrapait l'un ou l'autre de ses représentants. Lors du drame du Heysel, le ministre de l'Intérieur Charles Ferdinand Nothomb avait en fait refusé de démissionner.

Un tournant est intervenu en 1994 avec le dossier Augusta et la

levée d'immunité des trois Guy (Coëme, Spitaels, Mathot). La démission est alors devenue souvent règle pour des raisons judiciaires (Claes, Vandembroucke dans le dossier Augusta-Dassault, Van Cauwenberghe dans les affaires carolorégiennes), politiques (Vande Lanotte, De Clerck après l'événement de Dutroux) ou plus anec-

dotique avec la « douche froide » de Marie Arena. Plus récemment, d'autres hommes politiques ont dû abandonner leur mandat comme Serge Kubla ou Didier Donfut. ●

Réactions

FRANÇOISE BERTHIAUX (MR)

« Notre enseignement a besoin rapidement d'un pilote qui connaisse la complexité politique et la technicité des dossiers ! ». Le MR pointe les places supplémentaires dans les écoles, la refonte du décret Inscriptions et le Pacte pour un enseignement d'excellence. ●

PASCAL CHARDOME (CGSP)

Pour le président de la CGSP-Enseignement : « L'enseignement perd quelqu'un qui voulait faire

bouger les choses, mais dont les méthodes étaient plus que contestées. Cela dit plusieurs chantiers étaient lancés et l'on craint que certains dossiers ne soient plus réglés dans les délais ». ●

EUGÈNE ERNST (CSC)

Eugène Ernst, de la CSC-Enseignement, voit dans cette démission surprise une « source d'inquiétude », notamment pour la conclusion du Pacte pour enseignement d'excellence qu'elle a initié. Il craint aussi pour la mise en œuvre du cours de citoyenneté dès septembre

prochain. ●

BERNARD HUBIEN (UFAPEC)

L'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique insiste pour la poursuite du Pacte pour un enseignement d'excellence. Bernard Hubien, secrétaire de l'UFAPEC, plaide aussi pour la révision du décret organisant les inscriptions dans le secondaire. ●

CHRISTOS DOULKERIDIS (ECOLO)

« L'enseignement, la culture et l'enfance méritent la plus grande attention et des solutions doivent

être rapidement trouvées pour que ces portefeuilles soient correctement gérés. C'est donc au gouvernement, et au cdH en particulier, d'assurer un suivi de ce travail », insiste Ecolo. ●

RAOUL HEDBQUW (PTB)

« Combien de conflits d'intérêts faudra-t-il encore pour qu'on se décide à supprimer les cabinets ministériels ? Cette démission remet à l'avant-plan l'interférence régulière entre intérêts privés et intérêt général dans les cabinets », réclame le PTB. ●